

«Il est socialement responsable d'investir dans l'agriculture»

<http://www.letemps.ch/template/finance.asp?page=23&article=232086>

CRISE ALIMENTAIRE. A Lausanne, Diapason est l'un des plus importants fonds investissant dans les produits agricoles. Pour Lionel Motière, son cofondateur, accuser la finance détourne des vrais enjeux.

Pierre-Alexandre Sallier

Samedi 17 mai 2008

Le Temps: La finance est-elle en train d'affamer la planète?

Lionel Motière: C'est le suspect idéal, non? Problème, cette hausse des cours ne vient pas de nulle part. Les marchés agricoles sortent de deux décennies de crise. Une situation qui a dissuadé les investisseurs. Depuis 2001, la remontée des prix offre de nouveau des taux de rentabilité permettant de redistribuer les capitaux dans l'agriculture. Supprimons la spéculation à Chicago: croyez-vous que les prix agricoles seront durablement bas? Evidemment, les grands perdants sont les pays pauvres, qui doivent être aidés. Mais ceci relève du politique, de l'humanitaire. - Durablement, peut-être pas, reste qu'en ce moment les prix sont en ébullition...

- Ces investisseurs - qu'il est aisé de qualifier de «spéculateurs» - ne font que valider le gouffre historique entre récoltes et besoins alimentaires. Est-ce leur faute si durant sept des huit dernières années, le monde a consommé plus de blé qu'il n'en a produit? Si, en dix ans, les terres arables ont été divisées par deux? Aujourd'hui les capitaux investis dans les indices de matières premières représentent 220 milliards de dollars. Or les échanges sur les marchés physiques atteignent 5000 milliards par an...

- A qui la faute, dans ce cas?

- Au risque de choquer, je dirais qu'une part de la responsabilité vient des consommateurs - en particulier occidentaux - et de leur alimentation dominée par les protéines animales, de leur choix de transformer des céréales en carburant. La responsabilité est également politique. Des institutions, en particulier la Banque mondiale ou le FMI, ont poussé à l'abandon de cultures vivrières dans les pays pauvres, au profit de monocultures d'exportation. Il est risible de les appeler à la rescousse alors qu'elles sont responsables de certains déséquilibres. Quant au Congrès américain, il discute de 300 milliards de subventions pour ses fermiers. Faire le choix de subventionner le sucre, afin que des surplus soient vendus à prix cassés pour produire de l'éthanol entraîne des distorsions autrement plus importantes que les investisseurs. La crise de la tortilla, reflet d'une finance affamant le Mexique? Mais ce pays bénéficie de la hausse des matières premières, en premier lieu du pétrole! Le problème reste bien davantage lié à la redistribution de cette manne.

- Certaines banques renoncent à investir dans les produits agricoles an nom de l'éthique...

- Ethique, un beau mot souvent utilisé de façon démagogique. Le cycle agricole actuel est lié à celui de l'inflation, nourrie en partie par les choix de politique monétaire du passé. En réalité, il est socialement responsable d'investir dans le secteur agricole. Car il est de la responsabilité de ceux en charge de la gestion des portefeuilles - en particulier des fonds de pension - de protéger l'épargne des futurs retraités contre l'inflation qui menace de les ravager.